

CONTRÔLE N° 3 DU 1^{er} SEMESTRE

Exercice I : (6 points)

Selon le HCP, les perspectives d'évolution de l'économie nationale en 2008 et 2009 confirment la résilience de la croissance des activités secondaires et tertiaires par rapport aux fluctuations du secteur agricole. La croissance économique nationale serait accompagnée d'une inflation contenue à des niveaux maîtrisables d'environ 3,1 % en 2008 et 2,6 % en 2009, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs pays en développement où la hausse des prix est estimée à 7,4 % en 2008 et à 5,7 % en 2009. La préservation de la compétitivité de l'économie marocaine serait réalisée au prix d'un effort excessif du Budget de l'Etat en matière de soutien des prix, ce qui soulève des interrogations sur la capacité de l'Etat à continuer d'absorber l'inflation importée à un moment où les impératifs du développement humain requièrent encore des ressources financières importantes pour concrétiser les objectifs escomptés.

Source : Finances news hebdo, Hors série n°15, Juillet 2008

T.A.F. :

- 1/- Définir les expressions suivantes : inflation et inflation importée (1,5 point)
- 2/- Apprécier le taux d'inflation en 2008 et 2009 au Maroc (1 point)
- 3/- Comment est calculé ce taux ? (0,5 point)
- 4/- Comment peut-on qualifier cette inflation ? (Type) (0,5 point)
- 5/- Commenter la phrase soulignée du document. (1 point)

Exercice II : (3,5 points)

En matière de chômage et du marché du travail, Keynes s'est opposé à l'idée dominante à l'époque selon laquelle la baisse des salaires était le moyen de résorber le chômage.

Dans la perspective libérale, le salaire est le prix demandé par les entrepreneurs. Si l'on souhaite accroître la demande de ces derniers, il faut baisser le prix du travail. A ce raisonnement, Keynes répond que le travail n'est pas un bien comme un autre et qu'on ne peut comprendre le sous-emploi en se référant au seul paradigme du marché. Ensuite Keynes précise que si tous les salaires baissent en même temps cela risque de réduire la demande globale sur les marchés. Anticipant cette situation, les entrepreneurs n'embaucheront pas, quel que soit le prix du travail.

T.A.F. :

- 1/- Expliquer : chômage – la demande globale – marché du travail (1,5 point)
- 2/- Relever du document la cause du chômage selon les classiques et chez Keynes. (1 point)
- 3/- Quel est le rôle de la demande globale chez Keynes. (1 point)

Exercice III : (7 points)

Le gouvernement a utilisé ses marges de manœuvres pour doper l'investissement

Après des excédents réalisés en 2007 et 2008, les finances publiques ont renoué avec des déficits budgétaires depuis 2009. Ce déficit s'explique par l'extraordinaire renchérissement des prix des matières premières provoquant ainsi la hausse des charges de compensation, dans un contexte de crise.

La politique volontariste en matière de soutien de l'investissement et à la consommation, qui a par ailleurs positivement contribué à la croissance économique, a eu des impacts évidents sur le solde budgétaire. En effet, les niveaux de croissance de l'investissement budgétaire en 2008 et 2009 (+ 33,8% et + 22,5% respectivement) ont été bien supérieurs à ceux des recettes fiscales pour les mêmes années (+23,7% et -9,8%).

Notons aussi qu'en 2011, les dépenses publiques continuent de creuser le déficit budgétaire avec une hausse de 19,4% par rapport à 2010. Si les charges des biens et services, et ceux de la dette ont connu un léger recul, ceux des salaires ont connu une hausse de 2,5 milliards de dirhams pour s'établir à 88,6 milliards de dh, ceux des investissements ont enregistré une hausse de 6,1%, mais, ce sont surtout les dépenses de la compensation qui

ont alourdi les charges de l'Etat avec 48,8 milliards de dh, soit une hausse de 79,6%. Par ailleurs, si cette politique expansionniste a pu être possible, parce que des marges avaient été constituées, il sera difficile de la maintenir longtemps sans une refonte fiscale.

Source : La Vie Economique du 03/01/2012

T.A.F. :

- 1- Expliquer les expressions soulignées du document (en dehors de la source du document) (1,5 point)
- 2- Relever et quantifier deux composantes des dépenses ordinaires en 2011 (1 point)
- 3- Qualifier la nature de la politique budgétaire adoptée en 2011 (1 point)
- 4- Expliciter les objectifs de cette politique (1 point)
- 5- Préciser en expliquant deux limites de cette politique budgétaire (1,5 point)
- 6- Expliquer de déficit budgétaire en 2011 (1 point)

Exercice IV : (5 points)

Bank Al Maghrib et gestion de la liquidité bancaire au Maroc

Elle est bien loin la période où la banque centrale devait faire face à la surliquidité chronique qui régnait sur le marché. En 2011, la question de la surliquidité était devenue problématique. En effet, les excédents de liquidité se chiffraient à quelque 6,5 milliards de dh. La persistance de l'excédent de liquidité avait, par ailleurs, conduit BAM, fin 2002, à relever de 10 à 14% le taux de la réserve monétaire, pour ensuite introduire, dès 2004, deux nouveaux instruments : la facilité de dépôt permanente à 24 heures, au taux de 2,25% et la reprise de liquidité à 7 jours, par voie d'appels d'offres hebdomadaires à taux variables.

A partir de 2007, l'époque de la surliquidité est bel et bien révolue. BAM, au contraire, doit faire face aux besoins croissants en liquidité des banques. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre 2011, la banque centrale intervient dans le secteur bancaire pour redresser les besoins en liquidité des banques à travers les avances hebdomadaires à 7 jours. Le dernier conseil de BAM annonce le maintien du taux directeur à 3,25% et le taux de la réserve obligatoire à 6% après plusieurs baisses, de 15 à 12% en premier lieu, puis à 8 % pour se stabiliser à 6%.

Source : Finance News Hebdo du 06/10/2011

T.A.F. :

- 1- Définir les expressions suivantes : réserve monétaire obligatoire, taux directeur (2 points)
- 2- reproduire et compléter le tableau suivant : (3 points)

| Périodes | Entre 2001 et 2007 | A partir de 2007 |
|--|--------------------|------------------|
| Situation du marché monétaire marocain en matière de liquidité | | |
| Actions de politique monétaire | | |
| Un objectif final | | |